

muniste, devrait ainsi se prolonger naturellement dans le rejet de la Constitution actuelle, qui, d'après l'aveu même des dirigeants ouvriers, N'EST PAS une Constitution socialiste-communiste, et par l'élaboration, grâce à une majorité parlementaire ouvrière, d'une nouvelle Constitution consacrant les nouvelles conquêtes ouvrières. Qu'on tourne la question comme on veut, la Constitution n'a de sens que dans le cadre du tripartisme, dont elle est le produit naturel. Le mot d'ordre de rupture de la coalition n'a de sens que s'il est accompagné d'un refus de voter la Constitution.

Quand le P. C. I. appelle les travailleurs à voter OUI au référendum, chaque ouvrier conscient aura le droit de demander : « Mais toute votre agitation pour la rupture de la coalition signifie-t-elle seulement que vous voulez que les ministres M. R. P. quittent le gouvernement, mais que celui-ci continue la même politique qu'auparavant ? Que demandez-vous d'un gouvernement socialiste-communiste ? Qu'il vote des nationalisations sans indemnités ? La Constitution stipule le contraire ! Qu'il libère complètement l'Indochine ? La Constitution la déclare liée à la Banque de Baudouin, et liée par un accord « librement consenti » (!) dans le cadre de l'Union française ! Qu'on remplace l'armée de Leclerc, de Bethouard et de de Lattre de Tassigny par les milices populaires ? Mais la Constitution consacre cette armée sous le titre pompeux d'armée « républicaine » ! Il n'y a pas un grain de logique à découvrir dans votre position ! Il y aurait par contre beaucoup de logique dans cette déclaration, car elle nous montre à la fois l'absurde de la liaison du OUI et du slogan : « Rompez la coalition » tel que le comprennent les léninistes, et la signification que donnent les droitiers au mot d'ordre de gouvernement socialiste-communiste : celui d'une formule électoraliste, d'une véritable panacée universelle dont le contenu n'est pas tellement étranger à celui des « programmes électoraux » réformistes-staliniens, et non pas comme une étape vers la révolution prolétarienne.

« Un paravent pour le gouvernement bourgeois, un paratonnerre contre l'indignation populaire, un instrument de duperie des masses », voilà comment Lénine caractérise dans *Sur la route de l'insurrection* la coalition des partis ouvriers avec des partis bourgeois. Nous pouvons dire que la Constitution issue de cette coalition est destinée exactement à la même fonction. En appelant les masses à voter pour cette Constitution, les droitiers du P. C. I. aident inconsciemment la bourgeoisie à arriver à ses buts.

« Se trouver en dehors des partis ouvriers seuls ».

Nous avons exposé au début comment les opportunistes se distinguent généralement par ceci : abandonner une question de principe dans des « conditions spéciales » pour des « raisons tactiques ». Malheureusement, il est apparu, comme il en est toujours, que la « tactique » élaborée, une fois un principe abandonné, est une tactique opportuniste. Marcoux, dont les sautes d'humeur sont devenues, par un hasard arithmétique malencontreux, un facteur décisif dans la politique du P. C. I., dégringole jusqu'au bout et transforme la tactique opportuniste en un nouveau principe opportuniste. Dans sa lettre du 24, dont la plupart des « arguments » se rencontrent déjà chez Demazière et auxquels nous avons répondu ici précédemment, il dit textuellement : « On ne peut impunément se trouver en dehors des partis ouvriers — seuls sur la question constitutionnelle — et prétendre que l'on sait utiliser « avec hardiesse » (comme nous nous exprimons souvent) l'emploi des mots d'ordre démocratiques ». Autant de mots, autant de confusions, autant d'erreurs !

Nous voudrions bien savoir en quoi « l'utilisation des mots d'ordre démocratiques » impose l'adoption d'une Constitution qui en est à chaque page la négation même. Mais c'est précisément en avançant, entre autre, « avec hardiesse » des mots d'ordre démocratiques que nous refusons de voter la Constitution. Nous sommes contre toute forme de seconde Chambre, — voilà pourquoi nous ne votons pas la Constitution ! Nous sommes pour l'indépendance immédiate et complète des colonies, — voilà pourquoi nous ne votons pas la Constitution ! Nous sommes pour la révocabilité des députés, — voilà pourquoi nous ne votons pas la Constitution ! Nous sommes pour des milices populaires, éliminant elles-mêmes leurs chefs, — voilà pourquoi nous ne sommes pas pour la Constitution ! Chacun des mots d'ordre avancés est un mot d'ordre démocratique. Chacun peut être illustré et popularisé d'une façon excellente sur la base de l'expérience toute

récente des masses. Chacun les invite à ne pas voter la Constitution !

Là où la question devient plus grave, c'est lorsque Marcoux établit le principe qu'un parti révolutionnaire faible ne peut pas voter d'une façon opposée aux partis ouvriers, à condition que ceux-ci soient seuls. Ici l'abandon d'un principe conduit tout droit à l'abandon du programme. Et si les partis bourgeois rejettent demain en bloc l'accord avec Ho-Chi-Minh, parce qu'ils le trouveraient trop « libéral », le voteriez-vous camarade Marcoux ? (1) Et si les partis bourgeois refuseraient en bloc d'accepter une quelconque nationalisation avec indemnisation, la voteriez-vous ? Et si les partis bourgeois tous ensemble s'opposaient au budget militaire d'un gouvernement travailliste, le voteriez-vous, camarade Marcoux ? Refuseriez-vous de le voter, même si le fait de votre abstention causerait la chute du gouvernement ?

Nous espérons que la phrase est sortie de la plume de Marcoux dans un moment d'inattention. Mais nous lui demanderons non seulement de discipliner davantage sa plume, à l'avenir, mais de comprendre qu'il existe un lien logique entre les différents exemples que nous avons avancés. Voter une Constitution bourgeoise EST un acte du même genre que de voter un accord — fût-il « libéral » — qui consacre l'exploitation coloniale ; que de voter une réorganisation du capitalisme sur la base « nationalisée » ; que de voter la défense nationale. « Entre combattre Kornilof et soutenir Kerensky il y a une différence, il y a une limite », dit Lénine. Cette limite, c'est la défense ou la consécration du capitalisme et de son Etat, sur quelque terrain qu'il fût. Aucun parti ne peut franchir cette limite sans faire un pas vers la trahison.

La section française devant un tournant décisif.

L'histoire de la section française, depuis le début de la guerre, est typique pour la plupart, sinon pour l'ensemble des sections du continent européen. En décomposition au début des hostilités, le parti réussit un magnifique redressement grâce à sa fidélité fondamentale à la politique léniniste, grâce à l'enthousiasme et au courage de ses militants. Mais les longues années d'illégalité, ainsi que la volonté constante de réagir contre une politique des grands partis ouvriers qui atteint les sommets de la trahison, développent en son sein de dangereux courants sectaires. A un premier moment décisif, au moment de la « libération », ce sectarisme paralyse le parti, le rend inapte à saisir l'occasion, ralentit ses réactions, et lui fait perdre en fait une demi-année précieuse de possibilités de croissance.

Mais voilà qu'enfin le parti sort définitivement de son illégalité, non seulement matérielle mais aussi subjective. Il prend contact avec la vie réelle, il acquiert ses premières expériences politiques proprement dites. Il rencontre de la curiosité, de la bienveillance et même de la sympathie, chez des couches non insignifiantes de travailleurs avancés, dégoûtés par le stalinisme et le réformisme. Il commence à cesser d'agir comme un cercle de propagande, il devient brusquement un Parti, dans le sens véritable du mot.

C'est alors que ce changement brusque a grisé de nombreux membres de la direction. Hantée par la peur de « retomber dans le sectarisme » — « qui nous a fait tant de mal », sans aucun doute ! —, couvant ses « maigres liaisons avec les masses » d'un regard attendri, sans comprendre que ces liaisons ne sont pas le résultat de l'une ou l'autre malice tactique, mais d'un courant de radicalisation générale que traverse la classe ouvrière, l'aile droite de la direction laisse apparaître de plus en plus une fâcheuse tendance à s'adapter au milieu, à sacrifier l'essentiel pour un succès passager, à abandonner la ténacité des efforts, à relâcher la rigueur de la ligne politique, à perdre la confiance dans le programme en tant qu'élément essentiel de notre victoire. Ce manque de confiance se traduit par un pessimisme foncier qui engendre à son tour l'impatience de réaliser « des gains immédiats ». Constatant la « faiblesse du parti révolutionnaire », ils espèrent quand même devenir un « facteur agissant » grâce à des subtiles formulations « tactiques ». Ils remplacent la poursuite lente et patiente du but révolutionnaire par une série de manœuvres nerveuses d'équilibriste et finissent par se trouver, en fin de compte, précipités par terre. Qu'on relise les pages éducatrices excellentes que

(1) Il ne s'agit pas ici d'une simple énumération de cas plus ou moins « absurdes », mais d'éventualités qui se présentent déjà maintenant à nos différentes sections, par exemple la première pour la section hollandaise, la seconde et la troisième pour la section britannique.